

Allocution de Jean-Denis Fréchette
Directeur parlementaire du budget
devant le Comité permanent des finances de la Chambre des communes
Le 1^{er} mai 2017
(*Seul le discours prononcé fait foi*)

Bon après-midi, Monsieur le président, Messieurs les vice-présidents, Mesdames et Messieurs les membres du Comité.

Je vous remercie encore de l'invitation à comparaître devant vous pour discuter des perspectives économiques et financières d'avril 2017. Mostafa Askari, Jason Jacques, Chris Matier, Tim Scholz et Trevor Shaw m'accompagnent aujourd'hui et m'aideront à répondre à toutes les questions concernant nos perspectives ou toute autre analyse du directeur parlementaire du budget (DPB).

Les perspectives économiques

Dans l'ensemble, les perspectives de croissance du PIB réel au Canada restent pour l'essentiel inchangées depuis octobre. Même si l'économie canadienne a affiché de meilleurs résultats que prévu durant la seconde moitié de 2016 et durant le premier trimestre de cette année, nous croyons que la croissance des dépenses de consommation sera modeste et que les dépenses dans le secteur résidentiel diminueront au deuxième semestre de 2017 et en 2018. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 2 % annuellement, en moyenne, de 2017 à 2021.

Nous pensons que la croissance du PIB nominal – la mesure la plus large de l'assiette fiscale – s'établira en moyenne à 4,1 % annuellement de 2017 à 2021. Il s'agit là des mêmes prévisions qu'en octobre dernier. Lorsque rajusté pour tenir compte des révisions historiques, le niveau du PIB nominal devrait augmenter de 10 milliards de dollars par année (0,4 %), en moyenne, de 2017 à 2021. Cette prévision s'explique par la croissance plus forte que prévu durant la deuxième moitié de 2016. Nous avons également révisé à la hausse nos prévisions à l'égard des taux d'intérêt à long terme, de manière à refléter la hausse plus importante que prévu des taux d'intérêt à long terme aux États-Unis.

Les perspectives financières

Sur la base des données financières des dix premiers mois de l'exercice 2016-2017, nous prévoyons que le déficit budgétaire sera de 20,7 milliards de dollars (1 % du PIB) en 2016-2017. Ce chiffre est inférieur de 1,6 milliard de dollars à celui prévu en octobre. Pour les exercices allant de 2017-2018 à 2021-2022, nous prévoyons que les déficits budgétaires seront, en moyenne, supérieurs de 2,2 milliard de dollars à nos prévisions

d'octobre dernier. Cette situation s'explique principalement par l'augmentation des dépenses découlant de décisions politiques et par la hausse des taux d'intérêt à long terme.

Dans le budget de 2016, le gouvernement s'est engagé à réduire le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB pour le ramener à un niveau inférieur sur une période de cinq ans se terminant en 2020-2021. L'objectif budgétaire pour le ratio dette fédérale par rapport au PIB en 2020-2021 se situerait à 31 % (ou moins). Compte tenu des programmes de dépenses et des mesures fiscales actuels, nous prévoyons que le ratio de la dette fédérale au PIB sera de 29,6 % en 2020-2021 (donc 1,4 % sous la cible gouvernementale).

Compte tenu des diverses hypothèses comprises dans notre perspective économique, et selon l'hypothèse du statu quo, il est peu probable que le budget soit équilibré, ou excédentaire, à moyen terme. Toutefois, il se peut que le ratio dette fédérale au PIB sera inférieur à son niveau actuel de 31 % au cours de la période allant de 2017-2018 à 2021-2022. Nous estimons à environ 66 % les probabilités que le ratio de la dette fédérale par rapport au PIB soit inférieur au niveau visé en 2020-2021.

Le budget de 2017 : Des enjeux importants pour les parlementaires

Notre rapport fait également état de quelques enjeux importants pour les parlementaires en regard du budget de 2017.

Perspectives économiques et financières présentées dans le budget de 2017

- Le DPB prévoit que les déficits budgétaires seront inférieurs de 5,9 milliards de dollars au budget de 2017, en moyenne, au cours des exercices allant de 2016-2017 à 2021-2022. Cette situation reflète l'ajustement annuel des risques de 3 milliards de dollars par le gouvernement et les perspectives économiques plus favorables évoquées par le DPB.
- Le DPB estime que les perspectives gouvernementales concernant l'équilibre budgétaire au cours des exercices allant de 2017-2018 à 2020-2021 sont trop prudentes. Cela est dû à l'utilisation de perspectives économiques dépassées et à l'intégration de l'ajustement des risques.

Dépenses fédérales en infrastructure

- Les données indiquent que les dépenses fédérales en infrastructure accusent un retard par rapport à l'échéancier prévu dans le budget de 2016. Nous prévoyons qu'environ la moitié des investissements de 4,0 milliards de dollars destinés aux infrastructures seront dépensés en 2016-2017, par rapport à ce qui avait été prévu dans le budget de 2016.
- Le DPB prévoit que les dépenses augmenteront en 2017-2018 et se situeront au-dessus du taux projeté dans le budget de 2016, ce qui se traduira par des dépenses globales en infrastructure de 10,1 milliards de dollars sur deux ans (près de 90 % des niveaux initialement prévus).

Dépenses de fonctionnement

- Les dispositions budgétaires de 2017 indiquent que la croissance des dépenses de fonctionnement s'établira à 1 % à moyen terme. Toutefois, la croissance annuelle des salaires promise par les conventions collectives excède ce taux.
- Les parlementaires souhaitent peut-être obtenir plus de détails sur les stratégies gouvernementales de gestion des dépenses de fonctionnement.

Mes collègues et moi serons heureux de répondre à toutes vos questions concernant nos perspectives économiques et financières.

Merci, Monsieur le président.